

BELAÏZ L'A RÉVÉLÉ :

«Des terroristes et des familles de harkis ont tenté de changer leur nom»

Plus de 3 700 noms patronymiques ont été changés au cours de ces dernières années. Le ministre de la Justice, qui était jeudi à l'Assemblée populaire nationale, a indiqué que cette procédure est soumise à un contrôle strict de la part des services de sécurité.

Tarek Hafid - Alger

(Le Soir) - Le ministre de la Justice, garde des Sceaux, a expliqué, jeudi, que les demandes de changement de patronyme font l'objet d'enquêtes systématiques et approfondies des services de sécurité.

Tayeb Belaïz, qui répondait à une question orale sur les lenteurs de cette procédure administrative, a révélé que des terroristes et des familles de harkis ont tenté de changer leur nom.

«Une fois la procédure administrative et juridique accomplie, les demandes de changement de patronyme sont soumises à une enquête.

L'expérience a démontré que certaines personnes, après avoir changé leur nom, ont adhéré à des groupes terroristes et échappé aux services de sécurité.

Beaucoup de gens échappent aux décisions de justice en raison du changement de leur nom de famille, d'autres veulent changer leur nom par rapport au casier judiciaire.

Nous avons enfin des familles qui ont eu un comportement peu honorable durant la révolution et qui tentent de changer de nom», a souligné le ministre de la Justice, garde des Sceaux.

Ces dernières années,



Photo: Samir Sid.

Une enquête approfondie est effectuée par le procureur général.

les services des juridictions compétentes ont procédé au changement de plus de 3 700 noms de

famille, des patronymes considérés comme injurieux par les concernés et qui étaient imposés par

l'administration coloniale.

«Depuis 2006 seulement, 11 décrets présidentiels comportant 1 243

nouveaux noms de famille ont été signés et publiés au Journal officiel.

Dix-sept autres décrets présidentiels concernant 1930 nouveaux noms de famille sont prêts et seront soumis prochainement au président de la République pour signature», dira Tayeb Belaïz.

Au sujet de la procédure, le ministre a insisté sur l'obligation de présenter une procuration attestant de l'accord de tous les membres de la famille.

«La personne qui introduit une demande auprès de la justice doit obligatoirement présenter une procuration de toutes les personnes qui portent le même nom.

Auquel cas, cela pourrait provoquer de graves problèmes», notera le ministre de la Justice.

T. H.

ANNABA : DÉCÈS DE LA COLLÉGIENNE MARWA

L'enseignante hors de cause

«Décès causé par un emphysème pulmonaire.» C'est ce que précise le médecin légiste du Centre hospitalo-universitaire (CHU) sur le certificat de constatation des causes du décès, transmis au procureur de la République de Annaba.

Il a été établi après autopsie pratiquée sur instruction du parquet, au lendemain de la mort brutale de la collégienne Boulayoune Marwa, en 1^{re} année moyenne au CEM cité FLN, âgée de 12 ans, survenue en classe.

Ce constat médical entraînera l'arrêt de toute poursuite judiciaire à l'encontre de l'enseignante initialement mise en cause.

Celle-ci, mère de famille, a été accusée d'avoir usé de violence physique sur son élève.

Selon les conclusions du médecin légiste, l'emphysème pulmonaire, dont souffrait la jeune fille, est une distension entraînant la destruction des petites voies aériennes (bronchioles et alvéoles).

Cette pathologie, dont était atteinte depuis des années la défunte Marwa, a pour origine



Photo: Samir Sid.

Une affaire qui a défrayé la chronique.

une maladie primitive autonome (malformation congénitale) ou une complication d'une bronchite chronique.

Cette affaire, qui a fait grand bruit à Annaba, a suscité de nombreuses réactions au lendemain de la déclaration à la radio du ministre de l'Education nationale.

«Nous avons décidé de saisir la justice afin de faire la lumière sur ce drame. L'enseignante responsable de cet acte a été démise de ses

fonctions. De tels dépassements sont insupportables», a déclaré M. Boubekeur Benbouzid, sans même se donner la peine de connaître les tenants et les aboutissants de ce drame.

Sa déclaration n'a pas manqué de surprendre les enseignants étonnés par tant de précipitation.

Ils considèrent les propos du ministre comme étant la confirmation du mépris qu'il affiche à leur encontre. «Notre

ministre aurait dû d'abord attendre le constat du médecin légiste pour parler de dépassements. Il s'est précipité dans sa déclaration, pointant un doigt accusateur sur notre consœur, connue pour son dévouement et son engagement dans sa mission d'inculquer le savoir à ses élèves, qu'elle considère comme ses propres enfants», ont affirmé plusieurs confrères de l'enseignante mise en cause.

A. Djabali

FAUX BARRAGE ENTRE TIGZIRT ET MAZER (TIZI-OUZOU)

Un commerçant roué de coups et son véhicule brûlé

Selon une source bien au fait de la question sécuritaire en Kabylie, un groupe de terroristes, dont le nombre n'a pu être déterminé avec exactitude, a dressé un faux barrage, tôt dans la matinée de jeudi dernier, sur la route reliant Mazer à Tigzirt.

Un commerçant qui l'emprunte depuis quelque temps pour approvisionner en denrées alimentaires les militaires stationnés dans la région, a été intercepté, jeudi, vers six heures du matin, par les terroristes qui, après s'être rendus compte qu'il commerçait avec les militaires, l'ont roué de coups avant de brûler son véhicule.

La même mésaventure a été vécue par un autre commerçant le 31 décembre dernier lorsqu'il a été arrêté à un faux barrage au lieu dit Tifrit, entre les communes d'Akerrou et Yakouren, à une soixantaine de kilomètres à l'est de Tizi-Ouzou.

Pour rappel, l'«émir» national de la branche d'Al-Qaïda pour le Maghreb a menacé de représailles «les citoyens coupables d'entretenir des relations commerciales ou de quelque autre nature que ce soit avec les éléments des divers services de sécurité» comme transcrit dans un communiqué daté du 31 décembre 2008 et que, deux jours plus tard, les habitants de Aïn El Hammam avaient trouvé placardé sur les murs de leur ville.

A. M.